

Motion.

5 milliards pour l'Hôpital public. Tout de suite.

Comme les 85 % de français* qui, constatent avec inquiétude le manque de moyens de l'Hôpital public, le conseil municipal de Port de Bouc, réuni le 12 novembre 2019, s'insurge contre la dégradation continue du système de santé solidaire français en général et de la détérioration de l'hôpital public en particulier.

Depuis plusieurs mois, le personnel urgentiste, rejoint aujourd'hui par l'ensemble des personnels soignants, dénonce le manque de moyens humain et financier capable d'apporter aux patients les soins dignes des progrès scientifiques et médicaux auxquels ils ont droit.

Engorgements aux Urgences, fermeture de services, suppression de lits, manque de médecins dans le secteur public et dans le secteur libéral... Ces déficiences génèrent une crise sans précédent de notre système républicain de solidarité ... Malheureusement la réponse gouvernementale apportée par Mme Buzyn, ministre de la santé génère davantage d'inquiétudes que de solutions bienveillantes

- En promettant de renforcer financièrement les urgences en déshabillant les autres services hospitaliers de 750 millions d'euros,
- En supprimant des milliers de lits en gériatrie et en dirigeant les patients âgés vers le privé
- En annonçant une tarification des prises en charges hospitalières décidées sans débat parlementaire, le gouvernement, dans la lignée de ses prédécesseurs, conforte les profits des cliniques privées et confirme la volonté d'établir un système de santé à plusieurs vitesses : un qui serait performant pour celles et ceux qui ont les moyens et un autre au rabais pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens.

En 2011, deux Français sur dix renonçaient aux soins médicaux, en 2018 trois Français sur dix ne pouvaient se soigner pour des raisons financières...

Chaque année la détérioration accentuée du système de santé et de sécurité sociale entrave l'égalité entre les citoyens. Elle pénalise l'ensemble du personnel de santé et condamne la majorité des français à des soins insuffisants. Ainsi, très logiquement, 84 % des Français soutiennent les urgentistes hospitaliers en grève.

Le conseil municipal de Port de Bouc s'associe à ce soutien et appelle le gouvernement à mettre en œuvre une politique respectueuse de la santé publique et à prendre des orientations porteuses de salaires décents et de conditions de travail optimales pour le personnel soignant. Il l'appelle à développer un service public de l'hôpital qui, de la prévention aux soins, soit efficace pour toute la population, sans laisser personne sur le bord du chemin.

Ces orientations doivent à minima, impérativement et immédiatement décider d'un déblocage de 5 milliards d'euros pour l'Hôpital public afin de mettre en œuvre une politique d'embauches suffisante, et de permettre la réouverture et la création de lits supplémentaires, en premier lieu aux Urgences.

- **Considérant que** cette somme est plus utile aux français que les 7, 4 milliards d'euros d'augmentation budgétaire de 2020 consacrés à des objectifs guerriers, le conseil municipal demande au gouvernement d'appliquer ces orientations vitales au bien-être de notre population.

Pour y parvenir, Il l'invite à mettre fin aux exonérations de cotisations maladies accordées aux actionnaires et aux grandes entreprises et de mettre un terme au CICE (90 milliards d'euros annuel) données en cadeau aux actionnaires des grandes sociétés au nom de « l'emploi à bas prix » et utilisés comme des profits alimentant les niches fiscales, voire l'évasion fiscale.

*Source : Enquête Opinionway-Square Management réalisés pour « les Échos »